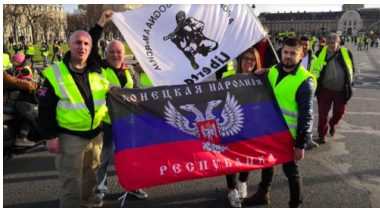


## «Gilets jaunes»: Macron affirme l'inverse de ce que disent ses services de renseignement

PAR MATTHIEU SUC  
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 8 MARS 2019

Face à des journalistes fin janvier, Emmanuel Macron évoquait « 40 000 à 50 000 militants ultras » à l'origine de l'embrasement des manifestations des « gilets jaunes » et mettait en garde contre ces violences orchestrées par les extrêmes. Problème : au même moment, ses propres services de renseignement dressaient un constat exactement inverse. L'ultradroite et l'ultra-gauche seraient « quasi inexistantes au sein des cortèges ».



Capture d'écran du Facebook de Sergei Munier, un acolyte de Victor Lenta. © DR

C'est l'histoire d'un président qui raconte le contraire de ce que lui résument ses services de renseignement. La scène ne se déroule pas sur le continent nord-américain mais en plein cœur de la vieille Europe, elle ne se situe pas à l'intérieur du Bureau ovale mais dans un salon de l'Élysée.

La scène remonte à la fin de matinée du jeudi 31 janvier. Ce jour-là, Emmanuel Macron reçoit cinq journalistes pour une « discussion informelle » autour d'un café. Le président de la République est décontracté, en col roulé noir sous un costume gris (comme on peut le voir sur une photo **publiée sur le site du Point**).

Décontracté et souriant, mais aussi mordant dès lors qu'il s'agit de dénoncer les violences commises lors des manifestations des « gilets jaunes ». À l'entendre, elles seraient l'œuvre « de 40 à 50 000 militants ultras qui veulent la destruction des institutions ». « Face aux violences orchestrées par les extrêmes »,

rapporte *Paris-Match*, le chef de l'État « met en garde contre la "fachosphère" et la "gauchosphère" qui ont surinvesti les réseaux sociaux ».

Des propos très surprenants car, à la même période, des notes des services de renseignement remontent à l'Élysée et, selon plusieurs sources, elles disent strictement le contraire. Le week-end précédant la discussion informelle élyséenne, l'acte XI des gilets jaunes a conforté les services dans leurs analyses des précédentes semaines : l'ultradroite se désengage « à Paris comme en province », tant et si bien que la DGSI aurait, selon nos informations, conclu une de ses notes par un lapidaire : « La scène d'ultradroite est aujourd'hui quasi inexistante au sein des cortèges. »



Capture d'écran du Facebook de Sergei Munier, un acolyte de Victor Lenta. © DR

Le 26 janvier 2019, les services ne recensent en tout et pour tout qu'un seul militant du Parti nationaliste français, un des quatre groupuscules de l'ultradroite à pouvoir s'enorgueillir d'une implantation territoriale sur l'ensemble de l'Hexagone. Un seul membre des Barjols, un collectif s'étant pourtant mobilisé lors des précédents actes, a été vu en train de défiler en province. Et il a manifesté pacifiquement.

Les services voient deux raisons à ce désengagement : d'abord parce que l'ultradroite a échoué à prendre la tête de ce mouvement social, ensuite parce que certains groupuscules islamophobes refusent de se mêler aux gilets jaunes, au prétexte que s'y trouvaient des musulmans, enfin, parce que, **comme l'avait**

**raconté Mediapart**, une vague d'interpellations dans leurs rangs début décembre a calmé les ardeurs des plus velléitaires des militants ultranationalistes.



Capture d'écran du Facebook de Victor Lenta (béret rouge à gauche) lors d'une manifestation de gilets jaunes à Paris. © DR

Quelques irréductibles déploient néanmoins une stratégie d'entrisme auprès des gilets jaunes. Certains se sont structurés au sein du groupuscule « La Légion jaune », d'autres se retrouvent entre frères d'armes autour de la figure de l'ancien militaire Victor Lenta.

Lenta apparaît depuis la mi-janvier comme l'organisateur du service d'ordre des manifestations parisiennes, **comme l'avait révélé le *Huffington Post***. Lenta, qui arbore un béret rouge par-dessus son gilet jaune, est un ancien parachutiste du 3<sup>e</sup> RPIMA de Carcassonne et un ex-membre du Bloc identitaire.

Il s'est fait connaître en 2014 pour son engagement auprès des pro-Russes dans le Donbass, dans l'est de l'Ukraine. D'autres anciens militaires ont été vus participant à la sécurité, mais, précise Pierre Tremblay dans son article du *Huffington Post*, la présence de ces paramilitaires « *reste un épiphénomène* ». Et ils ne feraient pas l'unanimité au sein des gilets jaunes.

À la suite de la médiatisation de son engagement, les services de renseignement ont, selon nos informations, constaté *de visu* que Victor Lenta, coordinateur du service de sécurité de la manifestation, bénéficiait lui-même... d'un service de protection. Contacté, l'intéressé pondère : « *Effectivement, j'ai été menacé sur Internet. Ce n'était pas le fait de gilets jaunes mais d'antifas. Mais je n'ai pas de garde du corps !* »

Quoi qu'il en soit, les services estiment que ces ultras essayant toujours de noyauter le mouvement ne seraient qu'« *une minorité* ». Même au plus fort de leur mobilisation les premières semaines du mouvement, les services ne comptaient que « *quelques centaines d'individus* » relevant de cette mouvance. On était déjà loin du contingent de « *40 à 50 000 individus* » évoqué par le chef de l'État.

### **L'effacement d'un haut cadre du renseignement quand il découvre les propos d'Emmanuel Macron**

Peut-être parce que le gros des troupes serait fourni par l'ultragauche ? Eh bien, non. « *L'ultragauche s'est impliquée de manière limitée dans un mouvement perçu comme populiste et réactionnaire* », écrit-on à la DGSI. « *Dès le départ, l'ultragauche était divisée sur la question des gilets jaunes, confirme un analyste d'un autre service de renseignement. On les a vus dans les cortèges mais pas beaucoup. Ils étaient là surtout pour faire des images.* » Et, après les débordements des 1<sup>er</sup> et 8 décembre, la mobilisation des militants serait restée, selon la DGSI, « *toujours en berne* ».

Depuis le début de l'année, la manifestation la plus ostentatoire de la participation des ultras, de droite comme de gauche, réside dans les affrontements, en marge des cortèges entre... les deux mouvances. Comme, lorsque, le 26 janvier, des Zouaves de Paris (ex-GUD) se sont battus à coups de barres de fer avec des militants du Nouveau parti anticapitaliste aux abords de la gare de Lyon.

Des sources dans différents services de renseignement donnent un même chiffre de 300 militants « *au grand maximum* » d'ultras de droite et de gauche réunis au plus fort du mouvement, début décembre. Désormais, ils ne seraient plus que quelques dizaines. Bref, le compte n'y est toujours pas par rapport aux chiffres avancés par le président de la République.

**Interviewé dans *Le Parisien*** trois semaines après la sortie présidentielle, Nicolas Lerner, le patron de la DGSI, reconnaissait qu'« *à aucun moment les groupes ultras n'ont réussi à prendre le leadership sur ce mouvement* ». Mediapart a demandé, jeudi matin, à l'Élysée sur quels documents, sur quelles

bases factuelles Emmanuel Macron s'appuyait pour décrire un mouvement gangrené et piloté par les deux extrêmes. Le service de presse du chef de l'État ne nous a pas répondu.

Le second point sur lequel nous avons interrogé l'Élysée a été l'ingérence russe. Toujours lors de la « discussion informelle » du 31 janvier, Emmanuel Macron définit, **d'après le récit qu'en fait *Le Point***, le mouvement des gilets jaunes comme « une manipulation des extrêmes, avec le concours d'une puissance étrangère. **La Russie de Poutine, à travers *Russia Today* ou *Sputnik*, affleure dans son discours. Selon lui, il est évident que les gilets jaunes radicalisés ont été "conseillés" par l'étranger** ». Leur communication serait relayée, d'après les mots du président de la République, par « des gens qui achètent des comptes, qui trollent ».

Début décembre, un article du quotidien britannique *Times* avait déjà affirmé que la Russie se trouvait derrière des centaines de faux comptes cherchant à amplifier la contestation des gilets jaunes sur les réseaux sociaux. La France avait confié une enquête au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), dont les résultats ne sont toujours pas connus.

Mais, dès le 16 décembre, **le *Journal du Dimanche* publiait** le témoignage d'« un cadre des services de renseignement » assurant que « *la DGSE et la DGSI n'ont pour le moment pas réussi à documenter une implication directe des services russes dans la diffusion de fausses informations ou de rumeurs complotistes dans le cadre du mouvement des gilets jaunes* ».

Des témoignages récents recueillis par Mediapart confirment ce constat : la DGSI et la DGSE n'auraient toujours pas trouvé la moindre trace d'ingérence russe.

On nous a même rapporté « l'effacement » d'un haut cadre du renseignement français quand il a découvert les propos d'Emmanuel Macron. Sur ce sujet non plus l'Élysée n'a pas répondu à nos sollicitations.



Capture d'écran d'une image partagée par plusieurs gilets jaunes considérés comme faisant parti de la mouvance de l'ultradroite. © DR

« À l'intérieur de notre service, on a eu l'impression que cette carte [de l'emprise des ultras de droite et de gauche ou de l'ingérence russe – ndlr] a été sortie pour masquer le fait qu'il y ait un problème dans le pays, résume l'analyste précité. Si cela avait été vraiment le cas, ça se serait vu. La preuve : dès les premières semaines, on a interpellé des militants de l'ultragauche, de l'ultradroite, et pourtant la violence n'a jamais cessé. »

Hier soir, durant une réunion du Grand débat national qui se déroulait à Gréoux-les-Bains (Alpes-de-Haute-Provence), **Emmanuel Macron a de nouveau évoqué** « des gens » qui, « depuis plusieurs semaines », « ont décidé de s'infiltrer et, en quelque sorte de dénaturer » le mouvement des gilets jaunes en perpétrant des violences. On ne sait toujours pas d'où il tient les informations lui permettant d'affirmer cela. *A priori*, pas de ses services de renseignement.

### Boite noire

Mediapart a sollicité par mail jeudi et vendredi matin les services de l'Élysée et du SGDSN. Ni les uns ni les autres n'ont répondu.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.